



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Marché de travaux pour la construction neuve de 7
logements et un commerce**

8 boulevard Barbès 75018 Paris

Elogie-Siemp
8 Boulevard d'Indochine
75924 Paris CEDEX 19

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants.....	6
3.1 - Conduite d'opération.....	6
3.2 - Maîtrise d'oeuvre	6
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	6
3.4 - Contrôle technique.....	7
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Durée et délais d'exécution	8
5.1 - Délai global d'exécution des prestations.....	8
5.2 - Délai d'exécution	8
5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	10
6 - Prix.....	10
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	10
6.2 - Modalités de variation des prix.....	15
6.3 - Répartition des dépenses communes	16
7 - Garanties Financières.....	17
8 - Avance	18
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	18
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	18
9 - Modalités de règlement des comptes	18
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels	18
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	18
9.3 - Délai global de paiement	20
9.4 - Paiement des cotraitants	20
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	20
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	23
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	23
10.2 - Implantation des ouvrages	23
10.3 - Préparation et coordination des travaux	23
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	23
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	24
10.3.3 - Registre de chantier	27
10.4 - Etudes d'exécution	27
10.5 - Installation et organisation du chantier.....	27
10.5.1 - Installation de chantier.....	27
10.5.2 - Signalisation de chantier.....	29
10.5.3 - Application de réglementations spécifiques	29
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	33
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier.....	33
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	34
10.6.3 - Documents à fournir après exécution	34
10.7 - Réception des travaux.....	35
10.7.1 - Dispositions applicables à la réception.....	35
10.7.2 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	36
11 - Garantie des prestations.....	36

12 - Pénalités.....	39
12.1 - Pénalités de retard.....	39
12.2 - Autres pénalités spécifiques	40
13 - Assurances	43
14 - Résiliation du contrat.....	44
14.1 - Conditions de résiliation	44
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	45
15 - Règlement des litiges et langues.....	45
16 - Clauses complémentaires.....	45
17 - Dérogations.....	46

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Marché de travaux pour la construction neuve de 7 logements et un commerce, 8 boulevard Barbès 75018 Paris

Elles concernent à la fois les marchés conclus avec l'entreprise générale et les marchés par corps d'état conclus avec des entreprises groupées ou non groupées.

Les contractants sont :

- L'acheteur, c'est à dire Élogie-Siemp représenté par sa Directrice Générale, désigné par la mention « Maître d'ouvrage ou Pouvoir Adjudicateur »,

- L'entreprise ou le groupement dont l'acte d'engagement aura été approuvé par Élogie-Siemp, et qui s'engage à exécuter lui-même les travaux, désignée par la mention « L'Entrepreneur » ou le « titulaire ».

Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage peut demander un changement d'interlocuteur sans avoir à s'en justifier. Ce changement doit alors être effectif sous deux semaines à compter de sa demande.

Forme des notifications

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG-Travaux, les notifications à l'Entrepreneur des décisions ou informations du maître d'ouvrage qui font courir un délai sont faites :

- soit directement à l'Entrepreneur, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou l'information.

La date du récépissé ou de tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception ou de l'information est retenue comme date de notification.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

Les informations qui ne font pas courir un délai pourront faire l'objet de simples courriels.

Dispositions générales:

La description des ouvrages, des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP et dans les documents qui lui sont annexés.

Les variantes imposées, les PSE sont listées dans l'acte d'engagement et décrites dans le CCTP le cas échéant.

Lieu(x) d'exécution :
8 boulevard Barbès
75018 PARIS

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Gros oeuvre - Corps d'état architecturaux Ce lot comprend les prestations techniques suivantes : gros oeuvre - structure, couverture - étanchéité, traitement des façades, menuiseries extérieures - occultations, serrurerie - métallerie, menuiseries intérieures, cloisons - doublages - faux plafonds, revêtements de sols, peinture
02	Electricité CFO/CFA Electricité CFO/CFA
03	CVC - Plomberie CVC, Plomberie - Sanitaires
04	Ascenseur Ascenseur

Le lot principal est le lot 01.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application de l'article 30-I 7° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par voie d'avenant
- Les questions-réponses des entreprises
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - o annexe relative à la décomposition en 1/10.000ème
 - o annexe relative au panneau de chantier
- Les documents maîtrise d'œuvre :
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
 - o Les Plans et détails Architectes
 - o Les Plans guides BET
 - o Les Notices et études techniques maîtrise d'œuvre
- L'arrêté et les attendus du permis de construire
- L'évaluation provisoire CERQUAL
- Le rapport initial du contrôleur technique
- Le plan général de coordination sécurité (PGC)
- La charte chantier propre
- Les Études et diagnostics annexes : géotechnique, pollution, diagnostic plomb, diagnostic amiante, état parasitaire...
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le calendrier détaillé d'exécution; ce calendrier sera rendu définitif au cours de la période de préparation visée ci-après
- Les plans de géomètre (plan périmétrique, plateau de nivellement)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009 (publié au JO du 1er octobre 2009)
- Le Cahier des charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U)
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation

- En l'absence du C.C.S. - D.T.U., les règles, les recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment
- L'ensemble des textes administratifs et réglementaires auxquels par sa nature l'opération est soumise
- La brochure ED 909 de l'INRS : intervention sur des peintures contenant du plomb (note technique n°22 de la CRAMIF)

Concernant les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire, il est rappelé que :

- Les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toute sorte pouvant apparaître dans la décomposition ne peuvent, en aucun cas, conduire à une modification du prix porté dans l'acte d'engagement.
- Le cadre de décomposition forfaitaire du prix aura une valeur contractuelle après contrôle et accord du maître d'œuvre de l'opération pour les seuls prix d'unités qui serviront au règlement des éventuels travaux en supplément ou en déduction des forfaits.

Ordre de prévalence des pièces

En cas de contradiction entre elles, les pièces du marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

En cas de contradiction à l'intérieur du dossier projet, seul le maître d'œuvre pourra définir l'interprétation retenue des travaux que l'entrepreneur devra réaliser dans le cadre de son prix global et forfaitaire et de son délai.

En cas de contradiction entre les pièces techniques et le projet architectural, ce sont les dispositions du projet architectural qui doivent être réalisées dans le respect de la qualité technique prévue par ailleurs.

Ordres de service

Par dérogation aux articles 2 et 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service seront préparés par le maître de l'ouvrage, datés et signés par le maître d'œuvre puis transmis au maître d'ouvrage pour notification au titulaire.

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'oeuvre

La maîtrise d'oeuvre est assurée par :

B FLEURY
214 rue Etienne Marcel
93000 Bagnolet

La mission du maître d'oeuvre est une mission de base telle que définie par la loi MOP. Les compléments des études d'exécution (cf. loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 dite «loi MOP», décret n° 93.1268 du 29 novembre 1993, arrêté du 21 décembre 1993) sont à la charge de l'entrepreneur qui, après les avoir établies les soumettront au maître d'œuvre pour approbation signée (VISA) avant exécution.

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

CADENCE
48 rue Henri Barbusse
91330 YERRES

Tél. : 0169497474

3.4 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

BTP CONSULTANTS AGENCE PARIS
202 Quai de Clichy
92110 CLICHY LA GARENNE

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

COORDINATION MANAGEMENT
17 place des Echoppes
BP 10017
78311 Maurepas

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité

Les supports informatiques fournis par le pouvoir adjudicateur et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultants de leur traitement par le Titulaire restent la propriété du pouvoir adjudicateur.

Les données contenues dans ces supports et documents ne peuvent être utilisées à des fins autres que celles spécifiées au marché et ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître dans le cadre du marché.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer d'information confidentielle qui pourrait lui parvenir sans autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement confidentielles et sont couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal)

Conformément aux dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, le titulaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Cette obligation s'applique à tous les collaborateurs du Titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants.

Il appartient dans ce cas au Titulaire de prendre toutes les mesures nécessaires pour répercuter les obligations de confidentialité et des mesures de sécurité à ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et à ses sous-traitants éventuels après accord du pouvoir adjudicateur, et notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, sauf accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques fournis par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat ;
- Ne pas traiter ou héberger les données qui lui sont transmises, dans un pays situé hors de l'Union Européenne ou dans un pays qui n'est pas reconnu par la Commission européenne comme « offrant un niveau de protection des données suffisant » en application du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018
- Et en fin de marché, à procéder à la destruction définitive des documents et supports d'informations confiés par le pouvoir adjudicateur ou contenant les informations constituées et recueillies pendant la durée du marché et de toutes les copies qui auraient été réalisées pour le besoin de la prestation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

Information relative à la Charte éthique et déontologique du pouvoir adjudicateur:

Pendant toute la durée d'exécution du présent marché, le (s) titulaire (s) prend connaissance de la Charte éthique et déontologique et notamment au chapitre relatif aux relations avec les partenaires, accessible sur le site internet <http://www.elogie-siemp.paris> et en accepte les termes.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Délai global d'exécution des prestations

La durée globale prévisionnelle prévue pour l'opération est de 16 mois.

Le délai court à compter de l'OS de démarrage de la période de préparation de chantier.

A l'issue de la période de préparation, un second ordre de service fixe le début de la période d'exécution.

L'entrepreneur est tenu, pendant le cours du délai d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais globaux et partiels qui lui sont impartis.

Dans ce délai global, sont compris :

- la ou les périodes de préparation,
- les études d'exécution et de synthèse,
- la ou les périodes de congés payés, les essais, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux, les OPR ainsi que le délai pour la levée des réserves.

En outre, il est signalé qu'il n'y aura pas d'interruption des travaux en juillet et août.

5.2 - Délai d'exécution

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 1 jour par mois.

A partir du moment où le délai d'exécution des travaux a été fixé entre les parties, aucune prolongation du délai, autre que celles afférentes aux intempéries, ne pourra être accordée par le Maître d'Ouvrage, sauf cas de force majeure ou cas fortuit, sans une demande expresse formulée par lettre recommandée avec avis de réception au Maître d'Ouvrage, par l'Entrepreneur dans un délai de dix (10) jours calendaires, au plus après l'événement motivant la demande de prolongation.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	Chute de 4 mm d'eau entre 6h et 18h (pour les lots gros oeuvre, fondation, terrassement, étanchéité, peintures extérieures)	1 jour(s)
Gel	Entre -2°C et 5°C entre 6h et 18h (pour les lots gros oeuvre, fondations spéciales, étanchéité, menuiserie et peinture extérieures)	1 jour(s)
Vent	60 km/h - Vitesse mesurée au sol 20 m/s (pour les lots utilisant grues et échafaudages)	5 heure(s)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : Paris Montsouris

La décision du Maître d'Ouvrage sera notifiée à l'Entrepreneur, par l'intermédiaire du Maître d'œuvre, qui devra alors établir l'avenant de prolongation de délai correspondant si cette dernière est accordée.

Seront seules considérées comme « intempéries », les journées d'arrêt du chantier dûment constatées par le maître d'œuvre ayant fait l'objet d'une déclaration et ayant été prises en compte par la Caisse des Intempéries, conformément aux articles L 5424-8 et suivant du Code du Travail, étant précisé que l'accord de la Caisse des Intempéries devra, pour les entreprises assujetties, être obligatoirement transmis par lettre recommandée avec accusé de réception au maître d'œuvre accompagné du relevé mensuel édité par la Station Météo France.

Les documents suivants doivent être communiqués au Maître d'œuvre pour information :

- barrières de dégel : en fonction des décisions de la Préfecture de Paris,
- copie des relevés mensuels de la Chambre Syndicale des Entreprises de Maçonnerie et de B.A. de la Région Parisienne,
- copie des déclarations à la caisse d'intempéries.

Le nombre de jours d'intempéries sera mentionné au compte-rendu de chantier, avec le cumul depuis le début des travaux. Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

Les prolongations de délais ne s'appliqueront qu'après consommation du nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-dessus en application du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux.

La prolongation du délai d'exécution pour intempéries n'autorise en aucun cas une augmentation du montant du marché.

Il est précisé que le délai contractuel sera automatiquement prolongé dans les autres cas suivants :

- pour toute cause imputable au Maître de l'Ouvrage,
- dans les cas de grèves nationales,
- en cas d'injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter les travaux, à moins que les dites injonctions ne soient causées par des fautes ou négligences imputables à l'Entrepreneur,
- dans les cas de troubles résultant d'hostilités, de révolution ou de cataclysme.

5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier.

Le calendrier détaillé d'exécution fait apparaître:

D'une part:

- les délais de désignation des sous-traitants des corps d'état technique pendant la période de préparation de chantier
- les délais d'études et d'approbation des plans
- les présentations d'échantillons, de prototypes listés au CCTP et du logement témoin
- les commandes et les délais d'approvisionnement
- les délais de fabrication hors chantier
- les dates de livraison des matériaux et matériels sur le chantier
- les dates de dépôt des demandes de raccordement ou de modifications des branchements concessionnaires
- les dates d'obtention de transmission des documents demandés par l'examineur dans le cadre de la certification CERQUAL.

D'autre part, en liaison avec les éléments cités ci-dessus:

- les tâches d'exécution détaillées de chaque lot, chaque tâche, seront décomposées en sous tâches détaillées d'une de deux semaines maximum
- la liaison des tâches entre elles (enchaînement), le chemin critique sera détaillé et représenté graphiquement (liaisons et durées)
- les dates de travaux de raccordements aux réseaux concessionnaires
- les essais, tests, mises en route des installations
- les opérations préalables à la réception
- les marges libres entre les tâches
- les délais de levée des réserves

Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le maître d'oeuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de six mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'oeuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

Chaque titulaire est tenu, pendant le cours du délai d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais globaux et partiels qui lui sont impartis.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

1. Conditions d'exécution

L'Entrepreneur reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des documents constituant le marché et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations, y compris celles des autres corps d'état qui seraient réalisés hors de son marché et dont le descriptif serait joint en annexe.

En cours d'exécution, l'Entrepreneur ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des ouvrages nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages ou pour remettre en cause les conditions de délais ou de prix.

En effet, toutes omissions, imprécisions et contradictions des plans, coupes, détails et pièces écrites définissant la prestation et les limites de prestations, telles que décrites dans la consultation, tant du lot de l'Entrepreneur que des autres lots, doivent être signalées à la remise de l'offre et au plus tard au moment de la signature du marché.

En conséquence, l'Entrepreneur doit s'interdire de signer le marché sans avoir obtenu les clarifications nécessaires.

L'Entrepreneur doit par ailleurs, tant au niveau des études que de l'exécution des ouvrages, respecter toute réglementation ou norme en vigueur applicable à ses prestations, alors même que cette réglementation ou norme n'est pas visée par les pièces contractuelles.

L'entrepreneur reconnaît mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires à la sécurité des intervenants et à la protection des salariés et ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une quelconque réclamation en cas de demande l'inspection du travail, de la CRAMIF et de l'OPPBTP.

Sauf exception explicitement mentionnée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), le fait pour l'Entrepreneur de devoir soit la pose, soit l'installation d'un appareil ou d'un matériau implique la fourniture de cet appareil ou de ce matériau, à neuf.

Lorsque les documents contractuels contiennent des recommandations ou des suggestions quant à l'utilisation de certaines méthodes ou procédés de construction, l'Entrepreneur reconnaît qu'il emploie ces méthodes ou procédés de construction uniquement après s'être assuré de leur exactitude, de leur fiabilité et de leur adéquation aux circonstances.

Il reconnaît avoir procédé à tous les calculs, vérifications, études et déterminations qu'il estime nécessaires, afin d'obtenir tous éclaircissements ou informations de toute nature.

De ce fait, aucune contestation ne peut être admise après la remise de l'offre, y compris toute contestation qui concernerait une prestation d'un autre lot ayant une incidence sur les travaux de l'Entrepreneur, sous prétexte d'une mauvaise appréciation des conditions d'exécution.

2. Connaissance du site

L'entrepreneur après avoir visité les lieux reconnaît que les dossiers contractuels qui lui sont remis à la date de conclusion du marché sont suffisants pour lui permettre de remplir ses obligations contractuelles en assurant, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de signification du marché, le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférent et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations. Il ne pourra arguer en aucune façon de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurs à la conclusion du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité.

Il reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son acte d'engagement :

- pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.

- apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main-d'œuvre, à la nature des mitoyens, et toutes sujétions qui leur sont liées,
- contrôlé les indications des documents du dossier de consultation,
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de l'acheteur ou auprès de tous services ou autorités compétents.

3. Mode d'évaluation des ouvrages

Travaux en diminution :

Le maître d'ouvrage aura la possibilité :

- de diminuer la masse des travaux sans toutefois diminuer la valeur totale de plus d'un quart du marché. Un avenant sera alors établi.
- pour les fournitures particulières, avant leur approvisionnement ou leur fabrication en usine, le maître d'ouvrage pourra demander à l'entreprise la suppression totale ou partielle d'un ou plusieurs articles pour les remplacer par des fournitures ou des travaux d'un procédé plus intéressant à des conditions plus avantageuses.
- dans l'un et l'autre de ces cas, l'entreprise ne pourra demander aucune indemnité pour manque à gagner ou autre cause que ce soit, et le calcul de la moins-value sera fait conformément à l'article ci-après.

Travaux en augmentation :

Il est précisé que les travaux supplémentaires seront traités par ordre de service ou avenant.

Il est précisé que les travaux supplémentaires ou non-prévus ne donneront lieu à rémunération que si cette exécution a été prescrite par ordre de service ou avenant notifié par courrier en recommandé par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, la fixation du montant de ces travaux s'effectuera de la manière suivante :

- si ceux-ci sont de nature identique ou assimilable à ceux prévus au marché, par application des prix figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire ;
- à défaut de trouver leur correspondance dans la décomposition du prix global et forfaitaire, sur présentation d'un devis détaillé par l'entreprise, visé par le maître d'œuvre et soumis à l'approbation du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur est tenu de fournir dans un délai de quinze (15) jours calendaires une proposition de prix pour l'étude et la réalisation de travaux modificatifs ou supplémentaires si le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre lui demande. A défaut de production de ce devis et à défaut d'accord sur le prix proposé, le maître d'œuvre peut notifier à l'entrepreneur un ordre d'exécution de la prestation avec un prix provisoire.

Calcul des plus et moins-values :

Les rectifications dont le prix global pourra être éventuellement l'objet seront déterminées de la façon suivante :

- on déterminera les augmentations ou diminutions qu'entraîneront les modifications apportées au projet, dans les quantités portées au détail du prix global à rectifier.
- ces augmentations ou diminutions seront évaluées aux prix portés à ce détail.
- l'ensemble sera totalisé et viendra en augmentation ou en diminution du prix global souscrit.

4. Modalités d'établissement des prix

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 10.1 du CCAG-Travaux.

Les prix hors T.V.A. figurant au marché, qu'il s'agisse des prix forfaitaires globaux ou des prix unitaires de bordereaux, tiennent compte de toutes les prescriptions, garanties, sujétions et obligations résultant de l'exécution du marché, y compris les impôts, taxes et redevances de toutes natures existantes ou à venir, tous frais généraux, bénéfices, aléas de toute nature sans que la liste précitée soit limitative.

Ces prix tiennent compte de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution des travaux, et notamment des circonstances locales et de la situation géographique du chantier, de l'état des avoisinants, frais de transport du matériel et des matériaux, indemnités de déplacement et de panier, surveillance de chantier, viabilité des emprises de terrains publics éventuellement occupés pour implanter les installations de chantier ou faire manœuvrer les engins et véhicules..

Il en sera de même pour les éventuels travaux supplémentaires quel que soit le mode de fixation du prix correspondant.

Les prix du marché sont établis en considérant incluses les prestations suivantes :

- des frais de constitution des dossiers marché le cas échéant par lot (2 exemplaires originaux reliés notaire + 1 exemplaire reproductible) et 4 copies de l'exemplaire reproductible après signature
- des frais d'études d'exécution n'entrant pas dans la mission de la maîtrise d'œuvre,
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages des autres corps d'état,
- la participation aux réunions de cellule de synthèses ; l'établissement de documents de synthèses (plans, notes de calculs,...) ainsi que leurs diffusions,
- sujétions nécessaires à l'obtention des certifications et/ou labels éventuellement demandées par le maître d'ouvrage
- des sujétions d'organisation du chantier dans le site général de l'opération, y compris les démarches auprès des différents organismes (Ville de PARIS, concessionnaires, Inspection du Travail, CRAMIF,...), des éventuelles redevances dues à ce titre,
- de la participation aux dépenses d'intérêt commun et au compte des dépenses communes visées dans les différentes pièces du marché (PGC, CCTP, cahier des prescriptions communes,...).
- des toutes les recherches produits, présentations d'échantillons, prototypes, locaux témoins,
- des mesures de sécurité incombant à l'entrepreneur, conformément à la réglementation en vigueur,
- des frais spéciaux cités dans le présent document ; des demandes réglementaires du contrôleur technique ainsi que du coordonnateur SPS.
- les frais de gardiennage du chantier pendant toute la durée du chantier, notamment pendant la fermeture du chantier (week-ends, nuits jours fériés etc...) et autant que de besoins lors des périodes d'ouverture.
- les frais de nettoyage des abords du chantier, frais d'installation sur emprise publique des installations de chantier, frais de réfection de voirie dégradée par suite de travaux,
- les frais d'alarme ou tout autre système de surveillance des échafaudages.

Par dérogation aux dispositions de l'article 31.3 du CCAG travaux, les frais et travaux de voiries (redevances pour l'emprise, protections, déplacement de signalisation et/ou de mobilier urbain, dalles de répartition et/ou ouvrages de protection des trottoirs, signalisations temporaires demandées par la direction de la voirie et démontage des installations de chantier) ou les travaux de remise en état (après travaux de construction ou de réhabilitation d'un immeuble) seront à la charge du titulaire.

Dans ce dernier cas, ceux-ci seront réalisés par le titulaire sous contrôle de la direction des déplacements et de la voirie. Pendant les travaux, le titulaire aura à charge d'enlever, de stocker et de réinstaller les potelets et autres éléments du mobilier urbain (candélabre, etc.).

Le prix devra par ailleurs tenir compte des sujétions suivantes :

- toutes les sujétions normalement prévisibles telles qu'intempéries et phénomènes naturels habituels dans la région d'exécution des travaux ; tout phénomène naturel susceptible de mettre en œuvre les dispositions du plan ORSEC pour la Ville de Paris
- maintien des normes de sécurité pendant toute la durée du chantier.
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant, le plan de prévention, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- prescriptions définies par les textes législatifs applicables à l'opération tels que les règles de constructions, équipements électriques, énergie, lutte contre la pollution, isolations thermiques et phoniques, règlements

sanitaire, sécurité, instructions sur la construction des Équipements Publics etc. en vigueur à la date du marché prescriptions du P.C. et de ses directives d'application.

L'entrepreneur devra :

- se mettre en rapport avec tous les services intéressés et en obtenir tous les renseignements utiles pour l'exécution des travaux (électricité, eau, gaz, etc.) ; vérifier la bonne consignation des réseaux et réaliser les démarches de consignation en cas d'absence de consignation préalable
- effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.
- Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT. L'absence de demande de renseignements préalables réalisées par le Maître d'ouvrage ne pourra être un motif pour la non réalisation des DICT entreprises.
- Effectuer en temps opportun et de son propre chef, toutes les démarches nécessaires auprès de services compétents afin d'obtenir en temps voulu, la mise en service des installations. L'entreprise prendra en charge la gestion des concessionnaires et réalisera pour le compte du maître d'ouvrage toutes les démarches et réunions nécessaires à la réalisation des branchements ou débranchements auprès de tous les concessionnaires et sociétés de fourniture d'énergie ; toutes démarches d'autorisation de branchement d'eau, de courant électrique, téléphone, etc.
- se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services ou des organisations désignés par eux (CONSUEL, QUALIGAZ, SRIPS, ect) ;
- fournir en temps et en heure toutes les pièces justificatives demandées (pour obtention des certifications CERQUAL.);
- obtenir tous les accords nécessaires, tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures ;
- transmettre au maître d'ouvrage tous les renseignements qu'il a recueillis au cours de contacts et qui concernent la construction, soit l'exécution de travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations ;
- obtenir tous les certificats de conformité, de contrôle ou de vérifications nécessaires ;
- signaler aux services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de terminaison de chacune de ses interventions ;
- se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le maître de l'ouvrage et les remettre aux services intéressés ;

Il est rappelé que l'entrepreneur est responsable des contraventions de toute nature qu'il peut encourir du fait de la non observation des règlements locaux de voirie et qu'il doit en conséquence faire toutes les démarches utiles et nécessaires auprès de services compétents. Il garantira le maître d'ouvrage contre tout recours de l'administration ou des tiers pour l'inobservation de la réglementation générale et des règles de sécurité.

Dans le cas des marchés en lots séparés, l'entrepreneur :

- Doit entretenir ses matériels, même au cas où ils seraient utilisés par des entrepreneurs, d'autres corps d'état, sauf indemnisation par ces derniers, s'il y a lieu.
- Devra, quelle que soit sa spécialité et sauf dérogation portée au C.C.T.P., installer à ses frais, les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et tous les nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments.
- Est tenu d'assurer à ses frais les transports, et de fournir les magasins et baraquements, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux.
- Doit les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux sauf dispositions spécifiques prévues au CCTP.
- Doit le gardiennage de jour sur la voie publique, sur les voies privées de l'établissement ou à l'intérieur des bâtiments et établissement pour la protection des passants ou des occupants ainsi que la fermeture et la signalisation du chantier pendant la nuit sauf dispositions spécifiques prévues au CCTP.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultant des emplacements et remises en état incombent aux entrepreneurs correspondant, sans que ces dépenses

puissent être portées au compte des dépenses communes ou donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage ou à une prolongation de délais.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

Le montant du poste « frais de coordination » est réputé comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination des travaux, la marge du mandataire ou du titulaire pour défaillance éventuelle de cotraitants ou de sous-traitants chargés de l'exécution de ces lots.

Les prix de chaque lot sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet du lot, la marge du mandataire, du titulaire ou du cotraitant auquel le lot est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

Les prix afférents au lot assigné au mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes du chantier.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'acte d'engagement par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT01 (n) / BT01 (o))$	Tous les prix
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (n) / BT47 (o))$	Tous les prix
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT40 (n) / BT40 (o))$	Tous les prix
04	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT48 (n) / BT48 (o))$	Tous les prix

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.

- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
02	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010
03	BT40	Index du bâtiment - Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) - Base 2010
04	BT48	Index du bâtiment - Ascenseurs - Base 2010

6.3 - Répartition des dépenses communes

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus dans les CCTP et CCAP et qui ne sont pas affectées comme indiqué ci-dessous, seront inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » qu'il appartiendra aux entreprises de constituer et de gérer dans les conditions qu'elles détermineront, sans que le maître de l'ouvrage puisse intervenir dans le règlement des différends entre les entreprises.

Les dépenses d'investissement et d'entretien du chantier sont réputées rémunérées par les prix du contrat conclu par le titulaire du lot indiqué dans la seconde colonne :

Libellé	Lot
Etablissement du panneau d'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du Code de l'Urbanisme	Lot 1
Branchements provisoires d'égout	Lots 1 et 3
Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité	Lots 1, 2 et 3
Etablissement des clôtures et panneaux de chantier établis en conformité avec l'article R 8221-1 du Code du travail	Lot 1
Installation d'éclairage et de signalisation	Lot 2
Installations communes de sécurité et d'hygiène	Lot 1
Installations de gardiennage	Lot 1
Installation du téléphone et des ascenseurs de chantier	Lots 2 et 4
Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement	Lots 1 et 3
Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments	Lots 1 et 3
Réseau provisoire intérieur d'électricité, y compris son raccordement	Lot 2
Installation de téléphone	Lot 2
Charges temporaires de voirie et de police	Lot 1
Frais de gardiennage et de fermeture provisoire des ouvrages ou des bâtiments	Lot 1
Enlèvement et transport des déblais stockés jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets	Tous les lots
Obligation de laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux concernant le lot	Tous les lots

Evacuation des déblais liés au lot jusqu'aux lieux de stockage fixé par le maître d'oeuvre	Tous les lots
Nettoyage, réparation et remise en état des installations salies ou détériorées par le titulaire du lot	Tous les lots

Chaque titulaire supporte les frais de l'exécution des trous, scellements, bouchages et raccords qui sont nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire.

Les dépenses sur compte prorata font l'objet de la répartition forfaitaire suivante dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge du ou des titulaires comme suit :

Libellé
Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène
Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone
Frais d'exploitation des ascenseurs de chantier
Chauffage du chantier
Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
Frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants

Les frais de nettoyage (tableau ci-dessus) sont gérés dans les cas suivants :

- l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
- les dégradations et les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé ;
- la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (dénommé lot principal) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'oeuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Si le marché relatif à un lot est résilié, la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par le titulaire du lot principal jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire et ce, sans avoir à supporter la charge des dépenses justifiées entraînées par cette garde.

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

8 - Avance

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	Gros oeuvre - Corps d'état architecturaux Ce lot comprend les prestations techniques suivantes : gros oeuvre - structure, couverture - étanchéité, traitement des façades, menuiseries extérieures - occultations, serrurerie - métallerie, menuiseries intérieures, cloisons - doublages - faux plafonds, revêtements de sols, peinture

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 13 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 13.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original et 3 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés pour les marchés à prix forfaitaire ou selon les quantités estimées ou réellement exécutées pour les marchés à prix unitaire.

Il est précisé qu'à l'intérieur de la décomposition en 1/10.000ème seront pris en compte les postes et valeurs indiqués en annexe du présent CCAP relative à la décomposition des prestations en 1/10.000ème.

Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Règlement des prix des ouvrages ou des travaux non prévus :

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait qui seraient la conséquence de modifications que le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront réglés à compter de la notification de l'avenant.

L'entrepreneur est tenu de produire dans les délais fixés par ordre de service et sans incidence financière, les justifications et/ou prévisions de prix qui lui sont demandées par le maître d'œuvre ou l'acheteur dans le cadre de l'opération. L'entrepreneur ne peut prétendre à indemnité si ces études et devis n'ont pas de suite.

De plus, aucun travail supplémentaire, modification de prestations ne donnera lieu à indemnité pour études supplémentaires, quels qu'en soient les modifications et l'étendue.

Augmentation dans la masse des travaux :

Par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

Demande de paiement finale :

Les dispositions de l'article 13.3 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Toutefois, par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-Travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- Date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 13.3.2 du CCAG
- Date de remise des documents demandés en application des articles 40 du CCAG et du présent CCAP

Cas d'une réception avec réserves :

Par dérogation à l'article 13.4.2 du CCAG-Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant du pouvoir adjudicateur ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur avant la plus tardive des dates ci-après :

- 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves
- 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau marché

10 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision

Suspension du délai de paiement par le maître d'ouvrage :

Le délai de paiement pourra être suspendu une fois par le maître d'ouvrage. Cette suspension sera notifiée au titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception postal, en précisant les raisons qui, imputables au

titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai sera alors suspendu jusqu'à la remise, par le titulaire, de la totalité des justifications qui lui auront été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le maître d'ouvrage, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours, ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Suspension du délai de paiement par le maître d'ouvrage dans le cas d'une cession ou d'un nantissement :

L'attention du titulaire est appelée sur les situations de cessions ou nantissement de créances et sur l'obligation faite à l'organisme bénéficiaire de remettre l'exemplaire unique au Maître d'Ouvrage, en tant que pièce justificative du paiement.

Dans le cas particulier où la notification ou signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique du marché en même temps que du mandat et des autres pièces justificatives, le maître d'ouvrage suspend le délai global de paiement.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :
ELOGIE-SIEMP

8 Boulevard d'Indochine
75924 Paris CEDEX 19

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 45 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement incluant la validation du maître d'oeuvre.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux.

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et ses annexes le cas échéant.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Le délai de paiement des cotraitants est identique à celui prévu pour le paiement du titulaire.

9.5 - Paiement des sous-traitants

9.5.1 Agrément d'un sous-traitant

Obligation de déclaration et contenu du dossier d'agrément.

En application de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1975, il est rappelé que le titulaire du marché qui a recours à la sous-traitance doit « faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le maître de l'ouvrage ».

La demande doit en être faite par écrit et adressée avec copie au maître d'œuvre, sous pli recommandé avec accusé de réception ou remis contre récépissé, au maître d'ouvrage qui agréera ou non après avis du maître d'œuvre.

Le titulaire du marché devra fournir :

- l'annexe à l'acte d'engagement, appelée acte spécial, renseignée, datée et signée en original (Formulaire DC4 du ministère des Finances mis à jour le 31/07/17 ou équivalent)
- en cas de cession de créance ou de nantissement, l'attestation de l'établissement de crédit justifiant que la cession ou le nantissement de la créance est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée, ou qu'il a été réduit de manière à réaliser cette condition.

Le dossier de candidature du sous-traitant présenté à l'agrément du maître d'ouvrage, devra obligatoirement contenir, sous peine de rejet, en sus du projet d'acte spécial ou d'acte spécial modificatif, les éléments suivants :

- une copie du contrat de sous-traitance (et ses avenants éventuels) signé avec le sous-traitant.
- un dossier de références,
- la fiche de capacité indiquant le chiffre d'affaires des 3 dernières années, les effectifs (et les moyens matériels, le cas échéant),
- les certificats de qualifications professionnelles Qualibat (le cas échéant),
- les attestations d'assurances RC et décennales à jour,
- les attestations Prévoyance et Assedic,
- Inscription au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire des métiers de moins de 3 mois,
- une attestation de vigilance délivrée par l'Urssaf,
- une déclaration du sous-traitant pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 n° 2015-899 relative aux marchés publics et notamment qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs,
- les pièces relatives à la lutte contre le travail dissimulé : liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du travail
- le cas échéant: en cas de sous-traitant établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national, la copie de la déclaration préalable à l'inspection du travail doit être transmise avant le début du détachement et copie du document désignant un représentant de l'entreprise sur le territoire national (L.1262-2-1 du Code du travail)
- un RIB.

Le maître d'ouvrage pourra demander des pièces complémentaires s'il le souhaite, telles que notamment la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.

En cas de salarié détaché, une copie de la déclaration de détachement doit être communiquée avant le début du détachement.

Pour rappel, en application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, « A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant une copie de la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation ».

Il est précisé que les documents administratifs seront à déposer sur la plate-forme en ligne e-attestations.com dans les conditions précisées à l'article relatif "aux documents administratifs à transmettre" du présent CCAP.

Délai d'agrément:

Le maître d'ouvrage dispose de 21 jours à compter de la réception de la demande d'acceptation du sous-traitant pour rejeter cette demande ou l'accepter.

Ce délai est interrompu dès lors que le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre par délégation du maître d'ouvrage fait une demande de complément de dossier adressé par courrier simple.

Le refus d'agrément d'un sous-traitant sera notifié par Elogie-Siemp par courrier recommandé avec accusé de réception.

Lorsque le montant des prestations sous-traitées semble anormalement bas, il sera exigé que le titulaire lui fournisse des précisions et justifications sur le montant de ces prestations. Si, après vérification des justifications fournies par le titulaire, il est établi par le pouvoir adjudicateur que le montant des prestations

sous-traitées est anormalement bas, le sous-traitant proposé ne sera pas accepté lorsque la demande de sous-traitance est présentée après le dépôt de l'offre.

Paiement direct du sous-traitant

Dès lors que le montant de la partie sous-traitée est d'au moins 600 Euros (six cents euros) TTC, le sous-traitant régulièrement agréé et accepté sera payé directement par le maître d'ouvrage.

Sous-traitance et tâches essentielles

L'acte d'engagement précise quelles tâches essentielles doivent être impérativement assurées par le titulaire, le cas échéant. Dans cette éventualité, toute sous-traitance de ces tâches essentielles est interdite.

Sous-traitance de second rang - sous-traitance indirecte

La sous-traitance de second rang n'est pas autorisée sauf accord exprès du maître d'ouvrage après avis du maître d'œuvre.

Les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation d'un sous-traitant direct.

Pour un acte spécial de second rang, il est exigé de la société sous-traitante de 1er rang la caution de garantie de paiement.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve d'une part, de l'acceptation et de l'agrément de ce sous-traitant et d'autre part, que le sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L.4532-9 du code du travail et que la visite d'inspection commune ait été effectuée.

9.5.2 - Sanctions encourues

Par dérogation aux articles 48 et 49.1 du C.C.A.G. Travaux, la présence sur le chantier d'un sous-traitant non déclaré et/ou non agréé par le maître d'ouvrage entraînera sans mise en demeure préalable :

- son exclusion immédiate du chantier par le maître d'ouvrage, maître d'œuvre ou coordonnateur en matière de sécurité et de prévention de la santé ainsi que la saisine de l'Inspection du Travail.
- l'application d'une pénalité forfaitaire conformément à l'article relatif aux pénalités du présent document.

Un arrêt de chantier pourra également être décidé.

9.5.3 - Retenue de garantie

Il est précisé que la caution ou la retenue de garantie visée au présent C.C.A.P. est uniquement applicable au titulaire du marché.

9.5.4 Règlement

Il est demandé à l'entreprise titulaire du marché de présenter, à l'appui de l'attestation établie par ses soins et indiquant le montant à régler à un sous-traitant, la facture produite par ledit sous-traitant, éventuellement corrigée.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire -contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail et que la visite d'inspection commune ait été effectuée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

En complément à l'article 23 du CCAG-Travaux, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'oeuvre et au maître d'ouvrage avec tous les documents justificatifs, au moins 10 jours avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité, est réputé avoir été livrée en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt de chantier.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 10 jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

Des vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées sur les matériaux et produits objet du marché dans les conditions suivantes:

En complément de l'article 23 du CCAG-Travaux, il est précisé que l'emploi des procédés, produits et matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du CSTB. Dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire, l'entrepreneur doit justifier de cet accord.

10.2 - Implantation des ouvrages

Le piquetage général a été effectué en totalité.

10.3 - Préparation et coordination des travaux

10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui, conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, est de 2 mois à compter du début de ce délai.

Le responsable de la mission d'OPC a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'oeuvre 1 mois au plus tard après la notification marché.

En complément des dispositions prévues à l'article 28.2 du CCAG-Travaux, il sera procédé par les soins de l'entrepreneur au cours de cette période aux opérations énoncées ci-après à la diligence respective des parties (liste non limitative complétée éventuellement dans les CCTP). Les délais ci-dessous courent à compter de la notification de l'Ordre de Service de préparation de chantier :

- Constitution de l'équipe de conduite du chantier et désignation de la personne responsable pouvant être contacté pendant toute la durée du chantier : 7 jours
- Remise des effectifs prévisionnels et encadrement : 15 jours
- Désignation du responsable chantier à faibles nuisances : 15 jours
- Remise du planning de décisions indiquant notamment les dates de désignation des sous- traitants : 30 jours
- Etablissement des plans de retrait pour l'amiante : 30 jours
- Remise au maître d'œuvre, du calendrier détaillé d'exécution des études et des travaux et des éléments justificatifs permettant d'apprécier les délais et décomposition en tâches élémentaires : 30 jours
- Constitution de l'équipe de conduite du chantier et désignation de la personne responsable pouvant être contacté pendant toute la durée du chantier : 7 jours
- Participation aux réunions de mise au point du calendrier détaillé d'exécution : Jusqu'à notification du calendrier par le maître d'ouvrage
- Remise du PPSPS : 30 jours
- Production du plan d'installation de chantier : 20 jours
- Mise en place des installations de chantier et réalisation des voies et réseaux provisoires pour l'exécution des travaux : 60 jours
- Etablissement du cahier des charges descriptif et exigentiel de réduction des nuisances dues au chantier : 30 jours
- Etablissement du calendrier de réalisation des échantillons, locaux témoins et de présentation des prototypes : 60 jours
- Etablissement des listes des prototypes, échantillons, matériaux, et PV : 60 jours

Le maître d'ouvrage impose au titulaire que les sous-traitants des corps d'états techniques suivants soient agréés ou désignés à la fin de la période de préparation de chantier, à défaut les pénalités prévues au présent CCAP seront appliqués de manière définitive :

Corps d'états pour lesquels les sous-traitants doivent être agréés et l'inspection commune réalisée pendant la période de préparation de chantier :

- Installations de chantier
- Terrassements
- Curage et Démolition
- Gros Œuvre

Corps d'états pour lesquels les sous-traitants doivent être désignés à la fin de la période de préparation de chantier :

- Façades
- Menuiseries extérieures - Occultations
- Plomberie Sanitaire
- Chauffage ventilation désenfumage
- Électricité CFO / CFA

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

1 Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

2 Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

a) Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

b) Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du C.I.S.S.C.T. ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

c) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des articles L 4531-1 à L 4532-18 du Code du Travail.

L'entrepreneur s'engage à respecter les dispositions législatives en vigueur, étant précisé que tout recours à la sous-traitance irrégulière constitue une faute grave susceptible d'entraîner la résiliation du marché.

En outre, l'entrepreneur est responsable pour ses sous-traitants notamment sans que cela soit exhaustif de:

- La qualité et la conformité des ouvrages
- Le respect du calendrier de travaux
- Le pilotage des travaux
- La coordination et la synthèse de leurs études

- La coordination de réalisation
- Le respect du règlement de chantier

3 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG-Travaux.

4 Dispositions relatives à la lutte contre le travail dissimulé

Interdiction du travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié - dénonciation - injonction

Le titulaire du marché s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 8222-6, et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, et sans préjudice des dispositions figurant au paragraphe ci-dessous, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de l'entreprise, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations. L'entrepreneur, en réponse à cette injonction, transmet au pouvoir adjudicateur tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours.

5 Pénalités en cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié

A défaut de correction des irrégularités signalées, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et appliquera une pénalité prévue au présent CCAP en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

En cas de manquement répété établi par les services chargés de la vérification de la régularité de l'emploi dans l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'oeuvre.

10.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'oeuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

L'obtention du VISA du Maître d'œuvre sur les plans d'exécution dressés par l'entrepreneur est obligatoire avant tout commencement d'exécution.

NOTA : en cas de marchés en lots séparés, le titulaire du lot "Gros œuvre étendu" aura une mission de synthèse et de récolement de l'ensemble des études d'exécution réalisées par l'ensemble des lots concourant à la réalisation de l'ouvrage, et transmettra tous les documents de synthèse pour visa au maître d'œuvre OPC et contrôleur technique.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

10.5 - Installation et organisation du chantier

10.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Préambule : Cas des marchés en lots séparés

Il est précisé que le titulaire du lot "Gros œuvre étendu" aura à sa seule charge l'ensemble des éléments décrits ci-dessus. Les conditions techniques d'organisation, de pilotage et de coordination entre lots sont décrites dans les clauses générales du CCTP.

Avant la date d'expiration de la période de préparation, l'Entrepreneur chargé de l'organisation matérielle du chantier, remettra pour approbation au Maître d'œuvre et au coordonnateur S.P.S., un plan d'installation du chantier et un planning de montage et de démontage des installations provisoires pour l'ensemble et la durée des travaux.

Sur ces plans devront figurer :

- l'emplacement des bureaux de chantier,
- l'emplacement éventuel des centrales à béton, avec leur stockage d'agréats, des ateliers de ferrailage, de préfabrication et de coffrage,
- l'emplacement des monte-matériaux, s'il y a lieu,
- les baraquements de stockage de matériels, des matériaux et des éléments préfabriqués de chaque entreprise avec les surfaces de stockage à l'air libre, ainsi que le parc à acier s'il y a lieu,
- les postes de transformation de chantier, les surpresseurs, s'il y a lieu, et les réservoirs à eau,
- les schémas de branchements provisoires d'électricité,
- les bureaux de gardiennage,
- les installations obligatoires destinées au personnel (vestiaires, réfectoires, sanitaires, douches, etc. voire plan d'hygiène et de sécurité),
- la voirie provisoire secondaire tant pour la circulation des véhicules que pour celle des piétons, ainsi que les accès, avec indications éventuelles des sens obligatoires,
- l'emplacement des points lumineux pour l'éclairage provisoire du chantier et des accès aux locaux du personnel et aux bureaux,
- l'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie,
- l'emplacement des parkings provisoires,
- les zones de mise en dépôt provisoire des terres végétales et des déblais en attente de réemploi pour remblais, ainsi que les zones d'accès interdit,

- l'emplacement des panneaux de chantier,
- l'emplacement du logement type avec son chemin d'accès,
- tous détails non énumérés ici mais que les entreprises jugeraient bon d'ajouter pour la facilité de leur installation.

Emplacements des installations de chantier

Des emplacements éventuels seront définis lors de la réunion de chantier. Les lieux doivent être remis en état avant l'expiration du délai d'exécution des travaux.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

Référé préventif

Afin d'éviter toute contestation après achèvement des travaux sur l'état antérieur de ouvrages avoisinants, le maître d'ouvrage engagera une procédure de référé préventif. Celle-ci aura lieu pendant la période de préparation de chantier.

Ainsi, l'entreprise titulaire du présent marché accepte et s'oblige à assister aux opérations d'expertises et à se rendre aux convocations de l'expert dans le cadre de ce référé.

L'entrepreneur s'engage alors à prendre en considération l'ensemble des observations, remarques et demandes formulées dans le cadre de cette procédure.

Aucune demande de travaux supplémentaires ou modificatifs résultant de cette procédure et de ses conclusions ne sera acceptée après signature des marchés.

Ouverture du chantier

Dans tous les cas, qu'il y ait période de préparation ou non, il sera établi, par le Maître d'Œuvre, un procès-verbal d'ouverture de chantier (P.V.O.C.) lequel sera mentionné dans le compte-rendu de chantier.

Ce P.V.O.C sera établi en présence :

- du représentant du Maître de l'Ouvrage (assisté éventuellement par une personne d'un service spécialisé).
- du Coordonnateur de Sécurité et de Santé (phase réalisation).
- de l'entrepreneur général ou de son représentant dûment habilité.
- du Contrôleur Technique ou de son représentant dûment habilité.

Ce P.V.O.C. est à l'initiative du Maître d'Oeuvre et sera nécessairement antérieur au début des travaux.

Dans les cas d'extension, de restructuration, de rénovation, ce P.V.O.C. fera mention d'un état des lieux spécialement en chaufferie avec description des matériels existants.

Clôture de chantier

L'entrepreneur devra installer et entretenir, à ses frais une clôture de chantier, en conformité en conformité avec le plan Général de Coordination (PGC) et avec les services de la voirie de la Ville de Paris.

Panneau de chantier

Dès l'ouverture du chantier, l'entreprise titulaire du marché fournit et fait poser un panneau de chantier répondant aux dispositions réglementaires et selon la charte graphique définie par Elogie-Siemp en annexe du présent document.

Les panneaux de permis de démolir et de permis de construire seront maintenus visibles et en bon état pendant toute la durée du chantier.

Le titulaire assure l'entretien de tous les panneaux pendant la durée du chantier et en cas de dégradation, vandalisme le titulaire est tenu de les remplacer à ses frais.

Tout affichage autre que réglementaire, souhaité par le titulaire, doit être obligatoirement soumis au préalable au maître d'ouvrag pour accord.

Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du C.C.A.G., c'est l'entrepreneur qui fait son affaire de l'obtention des autorisations administratives notamment en ce qui concerne les autorisations de voirie ou autres nécessaires à la réalisation des travaux (exemple : localisation des bennes et des toupies de béton pour les travaux de gros œuvre).

Fluides, énergies mis à disposition de l'entrepreneur

L'entrepreneur fera son affaire de la fourniture des fluides et de l'énergie nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Bureau de chantier

Un bureau de chantier éclairé et chauffé, sera mis à la disposition du Maître d'Œuvre par l'entrepreneur général.

Ce bureau sera équipé d'une ligne téléphonique, d'un fax et d'une salle de réunion suffisante pour que chacun exerce sa mission dans de bonnes conditions.

10.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

10.5.3 - Application de réglementations spécifiques

- Environnement

La charte chantier propre, jointe au dossier, s'impose à l'entrepreneur

- Nuisances sonores

Dans le cas où les travaux nécessitent l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, l'entrepreneur devra prendre à ses frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement de ces moteurs ou appareils sera réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux usagers et aux riverains.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto-compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, devront être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels du 11 avril 1972 (modifié le 5 mai 1975), du 4 novembre 1975, du 26 novembre 1975, du 10 décembre 1975, (l'ensemble de ces arrêtés ayant été modifié le 19 décembre 1977) concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre pourra prescrire à l'entrepreneur, soit le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils aux frais de l'entrepreneur.

- Circulation des engins et véhicules et nettoyage des voies d'accès au chantier

L'entrepreneur prendra toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectuera en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Au cas où il ne procéderait pas en temps utile au nettoyage demandé par le représentant du maître d'œuvre sur le chantier, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de faire procéder à ce nettoyage, par l'entreprise de son choix, aux frais de l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable conformément à l'article 31-44 du C.C.A.G. Travaux.

Les sommes correspondantes seront retenues sur le premier décompte mensuel suivant. Cette possibilité que se réserve le maître d'œuvre est réputée n'atténuer en rien la responsabilité de l'entrepreneur vis-à-vis de l'ouvrage public ou aux usagers de la voie publique.

L'entrepreneur devra s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux voies d'accès.

- Dispositions en cas de présence de matériaux ou produits contenant du plomb ou de l'amiante

En cas de présence de matériaux ou produits contenant du plomb, le titulaire utilisera un procédé adapté au type de support et validé par la CRAMIF.

Toutes précautions seront prises par le titulaire pour que la mise en œuvre des travaux sur supports contenant du plomb ne présente aucun risque pour la santé des occupants et des personnes chargées de l'exécution de ces travaux.

Le titulaire du marché devra se conformer à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions de la législation du travail, de la santé publique, de l'environnement et de leurs textes d'application.

Une attention particulière sera portée sur le choix des protections collectives et individuelles ainsi que dans les modes de tri, de stockage et d'élimination des éventuels déchets.

Le choix de la technique et des mesures de prévention doit tenir compte de l'occupation des locaux dans le respect des principes généraux de prévention.

En cas de présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante, toutes précautions seront prises par le titulaire pour que la mise en œuvre des travaux sur supports amiantés ne présente aucun risque pour la santé des occupants et des personnes chargées de l'exécution de ces travaux.

Le titulaire du marché devra se conformer à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions de la législation du travail, de la santé publique, de l'environnement et de leurs textes d'application.

Il est rappelé que les entreprises réalisant des opérations de confinement ou de retrait d'amiante doivent veiller au respect des règles techniques et des règles de qualification en vigueur. Les déchets doivent être séparés suivant leur nature afin d'être dirigés vers les centres de stockage ou les centres de traitement appropriés.

Le choix de la technique et des mesures de prévention doit tenir compte de l'occupation des locaux dans le respect des principes généraux de prévention.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES LIÉES A L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

L'Entrepreneur doit commencer les travaux à la date prescrite par l'ordre de service qui lui a été adressé, il doit apporter dans leur réalisation, la plus grande diligence et suivre, pour leur échelonnement et leur exécution, dans leur délai prescrit, la marche qui lui est indiquée par le Maître d'œuvre.

L'Entrepreneur est tenu :

- d'une part, de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant,
- d'autre part, d'avoir toujours tous matériels, approvisionnements, outillages, engins et moyens de toute sorte, suffisants, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans les délais prescrits.

1. Les comptes rendus de chantier

Toute observation sur un compte-rendu doit être faite lors du rendez-vous de chantier qui suit sa diffusion.

Toute Entreprise non convoquée lors de ce rendez-vous, qui ne formulerait aucune observation après réception du compte-rendu soit par lettre recommandée, soit en venant sans convocation au rendez-vous suivant, est réputée accepter intégralement le compte-rendu précédent.

L'Entreprise est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

Le rendez-vous de maîtrise d'ouvrage a lieu une fois par mois préalablement à jour et heure fixé lors du rendez-vous de maîtrise d'ouvrage précédent. L'Entreprise est tenue d'assister aux rendez-vous de maîtrise d'ouvrage provoqués par le Maître d'ouvrage, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'Entreprise. Les comptes rendus de réunion de maîtrise d'ouvrage ont valeur de lettre recommandée.

A ce titre, l'entreprise prévoit des réunions de chantier et de maîtrise d'ouvrage. Il sera donc prévu, de manière hebdomadaire, une réunion de chantier. De même, il sera prévu, de manière mensuelle, une réunion de maîtrise d'ouvrage.

2. Cahier du chantier et documents de suivi des mesures environnementales

Il sera tenu un cahier de chantier, constitué des procès-verbaux de réunions de chantier (rédigés par l'Architecte) et des comptes rendus de réunions de pilotage, dont la tenue sera assurée par l'agent chargé de la coordination sous la responsabilité de l'Entrepreneur.

L'entreprise tiendra à jour, tous les documents relatifs au suivi environnemental (matériaux, procédures etc...) suivant prescription de l'AMO - HQE.

Les entrepreneurs sont tenus, à chaque rendez-vous de chantier, de viser les comptes rendus et les procès-verbaux de la semaine précédente. Le Maître d'Œuvre inscrit sur le procès-verbal de rendez-vous de chantier, toutes les observations ou instructions aux entreprises, ne faisant l'objet d'une notification écrite par voie différente.

Les cahiers de chantier seront conservés au bureau de chantier, sous la garde de l'Entrepreneur, de telle sorte que chacune des entreprises puisse en prendre connaissance à tout moment. En fin de travaux, le cahier de chantier devra être remis au Maître d'Ouvrage, en même temps que le dossier technique.

La diffusion des procès-verbaux de réunion de pilotage et de coordination sera assurée dans un délai de 48 heures après les réunions, par l'Entrepreneur.

Le Maître d'Œuvre fixera le nombre d'exemplaires à diffuser, ainsi que leurs destinataires.

Les participants aux rendez-vous de chantier disposeront d'un délai de 48 heures après la réception des procès-verbaux, pour demander la rectification de tel ou tel point. Après 7 jours, les mentions portées aux procès-verbaux seront définitivement acquises.

3. Plans

L'Entrepreneur devra conserver au bureau de chantier tous les plans nécessaires à la bonne compréhension des travaux à exécuter. Il devra s'assurer de leur mise à jour permanente sous le contrôle du Maître d'œuvre.

4. Échantillons

Les échantillons de matériaux et d'appareillages ou les prototypes dont la production est prévue par le CCTP sont fournis dans le local réservé au maître d'œuvre ou dans un local annexe. Ils sont soigneusement fixés et plombés pour éviter toute substitution. Ils sont inscrits sur un registre comportant une case réservée à la signature et aux visas de la maîtrise d'œuvre.

5. Appartement-témoin

Le plus tôt possible et au plus tard six (6) mois avant l'achèvement des travaux, et en principe, dès que l'avancement du gros-œuvre du bâtiment le permet, un (1) appartement-type et son palier, à l'initiative du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, seront préparés et entièrement terminés avant l'intervention systématique du second œuvre.

Cet appartement aura pour but de permettre au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage de se rendre compte du résultat futur, du respect du devis descriptif quant aux choix des équipements, des aménagements, voire même de son emplacement et des couleurs, et d'intervenir suffisamment à temps pour modifier et même compléter, s'il y a lieu, les prestations.

La remise en état de l'appartement-type sera à la charge de l'entrepreneur, ainsi que son nettoyage, son entretien, et les frais d'électricité et de combustible.

6. Conservation des clés

L'Entrepreneur sera seul responsable de la garde et de la conservation des clés. Il en assurera la mise à disposition des corps d'état en cours d'exécution des travaux, et la remise au Maître d'Ouvrage lors de la réception des logements, lorsqu'il n'y aura pas de réserve et lors de la visite de levée des réserves, le cas échéant, dans les conditions suivantes :

- par cellule équipée, les clés seront remises en trousseaux avec étiquettes correspondantes,
- les serrures et verrous de sûreté possédant deux clés au minimum, la perte de l'une d'elles entraînera le changement impératif de la serrure ou du verrou correspondant

Les clés déformées ou rouillées seront refusées lors de leur remise au Maître d'Ouvrage

7. Garde et surveillance des lieux

Le chantier doit faire l'objet d'un gardiennage.

L'entrepreneur aura la garde du chantier faisant l'objet du marché; il veillera à ce que nul tiers ne s'y introduise, à l'exception des intervenants, sous peine de supporter toutes les conséquences financières qui pourraient en résulter.

Cette obligation survivra jusqu'à la réception des travaux. Si par suite d'une occupation irrégulière, cette réception devrait être repoussée à une date ultérieure à celle prévue par le marché, l'entrepreneur serait passible de pénalités de retard.

8. Photographies de chantier

Tous les deux mois, l'Entrepreneur général devra fournir un reportage photographique complet en couleur de l'avancement du chantier, et à la demande du Maître d'œuvre, toutes les vues supplémentaires nécessaires des travaux en cours.

La première série de photos devra comporter un reportage panoramique des avoisinants et notamment des héberges avant travaux, et des façades et des logements existants avant travaux. Ce premier reportage comportera 10 photos.

Ces photos seront diffusées par l'Entrepreneur au Maître d'Ouvrage, en 1 exemplaire CD rom

Il réalisera, en outre, un reportage photographique complet en fin de chantier à remettre en un exemplaire papier et CD Rom.

CESSION DU DROIT DE REPRODUCTION DE L'IMAGE DU OU DES BÂTIMENTS CONSTRUITS

Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur, sans rémunération supplémentaire, le droit de reproduire l'image du ou des ouvrages réalisés. Ainsi, il cède ce droit à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur, le droit de :

- Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, notamment par fixation, enregistrement, numérisation, sans limitation de nombre, tout ou partie des images fixes ou animées, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique, audiovisuels sous forme de vidéogrammes ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- Pour le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les images fixes ou animées par tout moyen, notamment par voie d'exposition, et/ou support papier, électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- Pour le droit de communication : le droit de communiquer, de faire communiquer ou d'autoriser un tiers à communiquer les images fixes ou animées, notamment la mise à disposition du public ou de catégories de public, par fil ou sans fil, y compris câble, satellite, réseau téléphonique, ondes hertziennes, de manière à ce que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement ;
- Pour le droit de distribution : le droit de distribuer, faire distribuer ou autoriser un tiers à distribuer et particulièrement par la mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, y compris pour la location ou la vente des images fixes ou animées, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation ;
- Pour le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les images fixes ou animées, notamment de modifier, de retoucher le cadrage, la couleur, le format d'image, de mixer, assembler, condenser les images, d'incorporer des éléments textuels et d'en assurer la portabilité sur tout support, et ce, en une ou plusieurs fois ;

En conséquence de la cession des droits consentis, le pouvoir adjudicateur est libre d'exploiter et/ou d'autoriser un tiers à exploiter la reproduction de l'image fixe et/ou animée du bâtiment fixée sur tout support pour les modes d'exploitation visés ci-après sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Dans le domaine de la presse : pour toute insertion de toute nature dans tout magazine, quotidien, revue périodique ou non, revue interne et d'une manière générale toute publication gratuite ou payante en France et dans tous les autres pays, y compris accessibles par les réseaux numériques;
- Dans le domaine de l'édition : pour être intégré dans tout ouvrage, livre, guide, carte postale, fascicule, catalogue, plaquette, dépliant, brochure, prospectus, affiches que ces éléments soient commercialisés ou distribués à titre gratuit ;
- Dans le domaine de l'évènementiel : par l'organisation d'expositions, itinérantes ou non, y compris les expositions dans l'environnement numérique, sur tous supports;
- Dans le domaine de la communication et de la publicité : pour tout type de publicité, de promotion ou de prospection, pour être intégré dans un vidéogramme, dans une présentation power point ou sous tout autre format, au sein d'un site web ou wap, portail ou intranet ;
- Par la constitution d'une base de données d'images.

La cession ainsi consentie au pouvoir adjudicateur ne prive cependant pas le titulaire d'exercer par lui-même, concurremment, les mêmes droits d'exploitation sur l'image des ouvrages, notamment pour la réalisation d'un livre de photos de ses travaux.

VISITE DES CANDIDATS LOCATAIRES

Des visites de futurs locataires seront organisées durant les 2 mois précédant la date prévisionnelle de réception des travaux. Ces visites seront concentrées sur une demi-journée par semaine et pendant les heures normales de chantier. Les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions pour en assurer l'organisation matérielle et sécurisée, en accord avec le CSPS.

Les coûts afférents au déroulement sécurisé des visites sont à la charge de l'entrepreneur.

10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.6.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

NETTOYAGE DU CHANTIER ET DES OUVRAGES

En fonction de l'avancement des travaux, et à la demande du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage, l'Entrepreneur sera tenu de faire procéder régulièrement au nettoyage des planchers, abords et voirie publique ou non, pour débarrasser leur surface des gravats et déchets de toute nature provenant de l'exécution des travaux de quelque corps d'état que ce soit.

L'entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution de ses travaux. Une tâche partielle du calendrier d'exécution ne sera considérée terminée qu'à la fin du nettoyage qui s'y rapporte.

Le nettoyage final des ouvrages, avant la réception des travaux, sera exécuté par l'entreprise dans les conditions ci-après (non limitatives) :

- le nettoyage des revêtements de sols, dallages, carrelages, sols plastiques, moquettes et aiguilletés ainsi que les revêtements muraux, tels que faïence, revêtements plastiques, etc., comprendra le lavage et éventuellement le grattage des déchets de matériaux adhérents ou le nettoyage à l'acide dilué pour les carrelages. Dans ce dernier cas, toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des pièces

métalliques ou chromées seront à prendre, l'Entreprise restant responsable des détériorations pouvant survenir par manque de protection des ouvrages,

- les revêtements de sols, ainsi que les marches d'escaliers recevront, après nettoyage, une protection suffisante pour assurer leur parfaite propreté jusqu'à la prise de possession totale des ouvrages par le Maître d'Ouvrage, au moins, et la levée de toutes les réserves notées au cours de la visite de réception, au plus,
- les appareils de chauffage et les appareils sanitaires et leur robinetterie, seront livrés en parfait état de propreté. Dans le cas où ces appareils seraient souillés après leur pose, le nettoyage intégral en sera exigé avant la réception,
- il en sera de même pour les appareils électriques et luminaires,
- les vitrages seront lavés sur leurs deux faces et toutes traces de vernis, peinture ou mastic seront ôtées,
- le nettoyage des béquilles, plaques de propreté, équipements de serrurerie des baies, mains courantes, etc., sera exécuté,
- le dépoussiérage des chants supérieurs des portes et vantaux, des moulurations et décrochements sera également exécuté avant la réception,

Enfin, toute souillure pouvant altérer le bon aspect des finitions des ouvrages peints ou revêtus, devra être enlevée.

10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

10.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'oeuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Le titulaire remet au maître d'œuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire,
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements
- les constats d'évacuation des déchets,

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date des OPR fixée par le maître d'œuvre.

Le DOE, dûment validé par le maître d'œuvre en version numérique d'une part et en version papier d'autre part est à remettre le jour de la réception sous peine d'application d'une retenue sur paiement.

A la réception de l'ouvrage, pour tous les travaux d'isolation, l'entreprise devra fournir au maître de l'ouvrage l'ensemble des éléments nécessaires à l'établissement du dossier CEE (certificat d'économies d'énergie).

Ce dossier devra comprendre entre autre:

- La quantité des matériaux et/ou équipements mis en œuvre,
- Leurs performances
- Leurs fiches techniques,
- Leurs labels, agréments et certifications,
- Le montant de la prestation et la facture acquittée,
- L'attestation de réalisation conformément aux normes en vigueur,
- L'attestation d'exclusivité du certificat d'économies d'énergie en faveur d'Élogie-Siemp.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à 2 000,00 € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, après mise en demeure préalable restée sans effet, si les documents ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive.

10.7 - Réception des travaux

10.7.1 - Dispositions applicables à la réception

OPÉRATIONS PRÉALABLES A LA RÉCEPTION

Conformément à l'article 41.1 du CCAG travaux, l'entrepreneur avise, à la fois le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Il est prévu, antérieurement à la demande par l'entreprise de la réception des ouvrages par le Pouvoir Adjudicateur, une réunion de préparation de la réception de l'ouvrage. Elle a pour but de constater que les conditions requises pour que l'entreprise puisse prétendre demander la réception de ses travaux sont respectées.

Elle est constituée d'un contrôle « de visu » et d'une réunion de préparation à la réception qui permet de constater la quantité et la qualité des travaux.

Lors des opérations préalables à la réception, ou au plus tard un mois avant la fin du délai contractuel, l'entrepreneur devra présenter l'intégralité des certificats et des formalités administratives ou autres demandes par les autorités administratives ou par les concessionnaires d'électricité, d'eau, de gaz, etc., (Consuel), le PV de raccordement sur réseau câblé, le PV d'analyse du contrôle d'hygiène de l'eau, les PV de réception de la fibre optique, les résultats d'essais et certificats CE concernant les ascenseurs.

RÉCEPTION

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

La réception ne pourra avoir lieu avant que l'entrepreneur n'ait satisfait aux obligations suivantes :

- essais satisfaisants et mises en service de toutes les installations techniques,
- essais de tous les appareils de contrôle, de sécurité et d'alarme,
- repérage soigné de toutes les vannes, interrupteurs et appareils divers de manœuvre par des plaques gravées suivant les conventions réglementaires,
- remise en double exemplaires, de tous les plans des installations techniques et des réseaux de canalisations tels que réalisés levés par un géomètre expert qui pourra être celui retenu par Élogie pour les interventions topométriques antérieures .

NETTOYAGE

Au jour fixé pour cette réception, un nettoyage spécial sera effectué par l'entrepreneur conformément aux dispositions prévues du présent CCAP. Il est spécifié qu'en cas de carence de l'entrepreneur, le maître d'œuvre pourra faire exécuter ce nettoyage avant la livraison par une entreprise spécialisée, les frais en résultant seront imputés à l'entreprise.

RÉCEPTION AVEC RÉSERVES ET LEVÉE DE RÉSERVES

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes. Le délai maximum de levée des réserves est fixé à 30 (trente) jours calendaires à compter de la date de la réception du bâtiment.

La réception ne libère pas les entreprises des lots techniques de leurs obligations contractuelles relatives aux réparations et aux mises au point des installations qui dureront aussi longtemps que les performances contractuelles n'auront pas été obtenues.

REFUS DE LA RÉCEPTION

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve expressément la possibilité au cas où il juge que les réserves sont trop importantes de considérer la convocation en vue de la réception comme nulle et non avenue, et, de ce fait, de procéder à une nouvelle visite à une date ultérieure jusqu'à entière satisfaction.

10.7.2 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Conformément à l'article 43 du CCAG travaux, un ordre de service pourra prescrire, le cas échéant, au titulaire, de mettre pendant une certaine période certains ouvrages ou parties d'ouvrage, non encore achevés, à la disposition du maître de l'ouvrage. Dans ce cas, il sera fait application de l'article 43 du CCAG Travaux.

11 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Les périodes de garantie prévues aux articles 44 et 45 du C.C.A.G. Travaux ont pour point de départ le jour de la réception.

Les périodes de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle ou d'une prise de possession anticipée, courent jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

Modalités d'intervention pendant la garantie de parfait achèvement

a) Principe

Selon l'article 1792-6 du Code civil, la garantie de parfait achèvement « s'étend à la réparation de tous les désordres » ayant fait l'objet de réserves au moment de la réception ou révélés postérieurement à la réception. La garantie de parfait achèvement couvre la réparation des « défauts de conformité » (travaux de finition, travaux non conformes aux stipulations contractuelles, la réparation des « dommages relevant de la garantie décennale » et la réparation des « désordres portant sur un élément d'équipement » qu'il soit dissociable ou indissociable de l'ouvrage.

Par ailleurs, l'article 44-1 alinéa 2 du CCAG Travaux, stipule que, pendant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu à une obligation dite « obligation de parfait achèvement » au titre de laquelle il doit :

- exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus aux articles 41-5 et 41-6 du CCAG Travaux (c'est-à-dire ceux ayant donné lieu à des réserves lors de la réception) ;
- remédier à tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément au CCAP ;
- remettre au maître d'œuvre les plans des ouvrages conformes à l'exécution dans les conditions précisées à l'article 40 du CCAG Travaux (documents fournis après exécution)

L'entrepreneur est tenu de modifier ou conforter les travaux non conformes à la réglementation et qui n'auraient pas fait l'objet à la réception d'observations de la part des BET de l'équipe de maîtrise d'œuvre, et du bureau de contrôle, mais qui auront fait l'objet après la réception d'observations de la part des services de sécurité et des pompiers, de la part des services de conformité du permis de construire et les travaux non conformes à la réglementation et qui auront fait l'objet après la réception d'observations de la part des services de contrôle des règles de la construction.

Les désordres apparents lors de la réception de l'ouvrage qui n'ont pas fait l'objet de réserves, ceux causés par l'usure normale de l'ouvrage ne sont pas couverts par la GPA.

b) Le signalement des désordres

Elogie-Siemp doit signaler les désordres à l'entrepreneur titulaire du marché.

- S'ils sont déjà apparents lors de la phase de réception des travaux, ils font l'objet de réserves inscrites au PV de réception.
- S'ils apparaissent plus tardivement, pendant le délai de parfait achèvement, postérieurement à la réception de l'ouvrage, le maître d'ouvrage doit notifier leur existence à l'entrepreneur et le mettre en demeure de les réparer. Chaque notification fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception. La notification prendra la forme d'un courriel avec accusé réception d'un courrier recommandée ou d'un fax en fonction du désordre constaté.
- L'ensemble de ces désordres sera suivi dans un tableau mis à jour mensuellement par l'entreprise, transmis au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre et indiquant ligne par ligne la date de transmission du désordre, la date de prise en compte de la demande, la date d'intervention sur site, la date d'obtention du quitus d'intervention.

Le tableau sera transmis le dernier jour ouvré du mois, à défaut, il sera appliqué une pénalité de 50€ (cinquante) par jour de retard par désordre signalé non traité.

c) Obligation et délai de réparation

L'entrepreneur a alors l'obligation d'exécuter tous les travaux nécessaires à la réparation des désordres signalés. Ces travaux sont exécutés à ses frais et ne sauraient en conséquence être facturés au maître d'ouvrage.

Il doit également réparer les préjudices résultant de l'exécution des travaux de reprise de ces désordres causés au maître d'ouvrage, tels que, par exemple, perte de loyer, frais de relogement etc..

d) Le délai de réparation des désordres est fixé ci-dessous:

- Lorsqu'il s'agit d'une levée de réserves portant sur des désordres signalés à la réception, le délai est fixé à 30 jours maximum. A échéance des 30 jours le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et l'entreprise générale dresseront un PV de réception sans réserve.

- Pour les désordres qualifiés d'urgent : réserves, malfaçons ou désordres nécessitant une intervention plus rapide : motivée par des problèmes de sécurité touchant les personnes ou les ouvrages ou risquant d'occasionner une aggravation des désordres, afin d'assurer la continuité de fonctionnement de l'ouvrage (fuites, engorgements, coupures d'alimentation des concessionnaires, etc...). La notion d'urgence sera laissée à la seule appréciation du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre sans que l'entreprise générale ne puisse s'opposer à cette qualification. La notion « URGENT » sera alors indiquée dès le signalement du désordre lors de sa notification par courriel avec accusé réception, fax courrier recommandé en fonction du désordre constaté.

. Délai de prise de rendez-vous : maximum 24h à compter de l'accusé de réception de la notification du désordre transmis par courriel, fax ou recommandé

. Délai de réparation: maximum 48 h à compter de l'accusé de réception de la notification d'intervention

. Délai de transmission du quitus d'intervention et de résolution définitive du désordre : maximum 72 heures : Transmission par courriel à l'attention du responsable du patrimoine en charge de la garantie de parfait achèvement & copie au chargé d'opération d'un compte rendu d'intervention justifiant la prise de rdv, la levée de réserves GPA , la nature du désordre et de l'intervention ainsi que le quitus d'intervention signé par le locataire ou à défaut par le gardien ou représentant d'Elogie-Siemp.

- Pour les désordres réparation n'ayant pas un caractère d'urgence

. Délai de prise de rendez-vous : maximum 5 jours ouvrés à compter de la de l'accusé de réception de la notification du désordre transmis par courriel avec accusé de réception, fax ou courrier recommandé.

. Délai de réparation: maximum 15 jours à compter de l'accusé de réception de la notification d'intervention.

. Délai de transmission du quitus d'intervention et de résolution définitive du désordre : maximum 15 jours.

e) Les modalités de constatation de l'exécution des travaux

Le titulaire transmettra un quitus attestant de la bonne réalisation des travaux dans les délais maximums indiqués ci avant. Si le titulaire n'a pas adressé en temps et en heure son quitus d'intervention dans les délais qui lui sont impartis, le maître d'ouvrage sera en droit de considérer le titulaire comme défaillant.

- Si le titulaire est défaillant, Elogie-Siemp adressera à l'entreprise une mise en demeure de faire sous 24 heures par courriel et par courrier recommandé avec AR
- Si le titulaire est défaillant dans les délais prescrits et après mise en demeure restée sans suite, Elogie-Siemp fera exécuter les travaux de réparation des ouvrages par une autre entreprise à ses frais et en cas de préjudice subi du fait de l'inertie du titulaire, celui-ci supportera tous les frais annexes. Le titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une perte quelconque de garantie décennale du fait de l'intervention d'une entreprise tierce pour palier à ses devoirs et à ses carences.

f) Effets de l'expiration de la GPA

L'expiration du délai de parfait achèvement met fin aux relations contractuelles entre le maître d'ouvrage et le titulaire du marché. Elle n'a, en revanche, aucun effet sur les droits et obligations financières du marché puisque seule la signature du DGD interdit aux parties de formuler des réclamations sur ces points. L'expiration du délai de parfait achèvement est constaté par un PV signé par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et l'entreprise générale et constatant l'exécution de tous les travaux, sans réserve aucune, qui auraient fait l'objet d'un signalement pendant l'année de parfait achèvement.

De plus, l'expiration de la GPA entraîne la restitution de la retenue de garantie et des sûretés financières qui la remplacent. L'entreprise est fondée à en demander le remboursement et le maître d'ouvrage ne peut s'y opposer sauf si, bien entendu, l'entreprise n'a pas exécuté les travaux de réparation des désordres qui font l'objet de la GPA.

Le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

Mise au courant et formation du personnel exploitant

Les entrepreneurs sont tenus d'assurer la formation et l'information du personnel qui sera chargé, d'une part, de l'exploitation, d'autre part, de l'entretien du matériel neuf.

Ils indiquent la liste du personnel, par poste, nécessaire au bon fonctionnement des installations, en précisant les qualifications requises. Ce personnel est mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage.

Pour ces prestations, le personnel sera réputé avoir les qualifications professionnelles requises. Il appartient aux entrepreneurs de s'assurer que le personnel a bien acquis les connaissances nécessaires et de faire part éventuellement au maître d'ouvrage de leur appréciation s'ils estiment insuffisante la qualification du personnel qu'ils auraient instruit.

Au moment de la prise de possession des matériels et installations par le maître de l'ouvrage, les entrepreneurs mettent à sa disposition le personnel nécessaire pour fournir les explications utiles au fonctionnement et à l'utilisation de ces installations et ce, jusqu'à entière satisfaction du maître d'ouvrage.

A ce titre, ils doivent notamment :

- informer le personnel utilisateur, des possibilités des matériels et de leurs modes de fonctionnement,
- présenter, en s'appuyant sur les documentations techniques, les principaux organes de fonctionnement,
- indiquer au personnel d'entretien toutes les opérations courantes d'entretien et les principales pannes possibles.

Cette prestation formation du personnel est assurée par l'intermédiaire de personnel capable, non seulement de mettre les équipements en état de fonctionnement, mais aussi de concourir à une démonstration sur place des bons résultats pouvant être atteints par les équipements concernés.

Les modalités des obligations objet du présent article sont définies en temps voulu par Élogie-Siemp en accord avec le maître d'œuvre. Elles peuvent intervenir pendant la période des essais et/ou pendant la période de garantie.

Garanties particulières des matériaux de type nouveau

L'entrepreneur s'engage vis-à-vis d'Élogie SIEMP à réaliser des Travaux de Technicité Courante. Par l'emploi de cette terminologie, Élogie-SIEMP entend outre les travaux traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date, les travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN) à des règles acceptées par la C2P(1) ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P (2).

Il s'agit également des travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnu par la profession.

Il s'agit encore des procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :

- d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P (3).
- d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATex) avec avis favorable.
- d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction www.qualiteconstruction.com

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012») sont consultables sur le site internet du programme RAGE www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr. Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com)

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

Pour les travaux ne répondant pas à cette définition, l'entrepreneur devra produire une attestation nominative chantier de responsabilité décennale spécifique de chantier.

L'entrepreneur garantit Élogie-SIEMP contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par Élogie-Siemp après avis du maître d'œuvre. Il devra être titulaire d'une police d'assurance spécifique couvrant ces risques.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Conformément aux dispositions de l'article 20.4 du CCAG travaux, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Les pénalités provisoires sont appliquées sur simple constatation du maître d'ouvrage d'un retard par rapport :

- aux délais partiels ou globaux des prestations suivantes : préparation de chantier, études, désignation de sous-traitants, fourniture de documents ou échantillons, exécution, non obtention des certifications en temps et heure etc..., fixés au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux modifié selon les stipulations du présent CCAP,
- aux dates-clés ou dates-jalons définies dans les calendriers cités au présent CCAP.

En cas de retard tel que défini au paragraphe précédent, l'entrepreneur subira à la fin de chaque mois calendaire, une pénalité provisoire déterminée en appliquant au montant de la pénalité journalière définie ci-après, le nombre de jours de retard de la tâche jugée la plus en retard par le maître d'œuvre.

Les retards seront constatés mensuellement par le maître d'ouvrage jusqu'à la fin des travaux en comparant les délais réels et prévisionnels de chaque tâche, y compris les tâches d'étude. Les constats pourront être effectués en cours de tâche en comparant le pourcentage réellement exécuté au pourcentage théorique d'avancement.

Conformément à l'article 20.5 du CCAG travaux, en cas de retard sur un délai partiel prévu au marché, si le délai global est respecté, le maître d'ouvrage rembourse au titulaire les pénalités provisoires appliquées, dans les cas suivants:

- à CENT POUR CENT (100%) en cas de rattrapage dans les mêmes conditions économiques;
- partiellement en cas de rattrapage ayant induit des frais de quelque nature que ce soit au maître d'ouvrage.

Les pénalités provisoires correspondant à la part du retard non rattrapé seront confirmées et transformées en pénalités définitives.

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG travaux, l'entrepreneur subira en cas de retard dans l'exécution des prestations et travaux, les pénalités journalières indiquées dans le tableau détaillé ci-après.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

12.2 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 500,00 € par absence.

La pénalité s'appliquera en cas d'absence de l'encadrement à ces réunions et le fait générateur sera le compte-rendu de chantier.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Réception de l'opération	Journalière	600,00 €	Le montant sera applicable par jour calendaire et le fait générateur / indicateur sera la décision de réception du maître d'ouvrage (EXE 6).
Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	Journalière	300,00 €	Le montant de la pénalité s'appliquera par jour calendaire de retard et le fait générateur / indicateur sera la date courant à partir de la décision de réception (EXE6) – retard constaté par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.
Non remise documents / non réalisation actions durant la période de préparation	Forfaitaire	150,00 €	Cette pénalité concerne en cas de non remise ou non réalisation durant la période de préparation des chantiers des documents ou actions prévues au présent CCAP. Le montant s'appliquera par document et par jour de retard et le fait générateur / indicateur sera le constat du maître d'œuvre (CR de chantier) ou du maître d'ouvrage.
Non remise de documents pendant l'exécution du marché et après réception	Forfaitaire	150,00 €	Cette pénalité s'appliquera en cas de non remise dans les délais prévus au CCAP des documents pendant l'exécution du marché, après réception des travaux, des documents relatifs aux attestations d'assurances et le cas échéant tout document relatif à l'insertion professionnelle. La pénalité s'appliquera par document et le fait générateur / indicateur sera le constat du maître d'œuvre (CR de chantier) ou le constat du maître d'ouvrage.

Délais partiels indiqués sur le calendrier d'exécution	Journalière	500,00 €	Le montant sera applicable par jour calendaire et le fait générateur / indicateur sera le constat du maître d'œuvre (CR de chantier) OU le constat du maître d'ouvrage.
Carte d'identification professionnelle	Forfaitaire	150,00 €	<p>Non-respect du port d'une carte d'identification professionnelle ou équivalent attestation provisoire en cours de validité de l'entreprise titulaire et de ses sous-traitants intervenant sur tout ou partie du chantier : pénalité par personne et par infraction constatée.</p> <p>En application du décret n° 2016-175 du 22 février 2016 relatif à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics, le maître d'ouvrage pourra vérifier que les salariés de son cocontractant, de ses sous-traitants directs ou indirects ou d'un cocontractant de ses sous-traitants ont été déclarés et sont porteurs d'une Carte BTP valide ou d'une attestation provisoire individuelle en cours de validité.</p> <p>Toute personne présente sur le chantier ne portant pas cette carte (ou une attestation provisoire en cours de validité) sera exclue.</p>
Amiante	Forfaitaire	5 000,00 €	<p>La pénalité s'appliquera dans le cas de dépose des confinements dans les zones prévues au plan de retrait amiante sans accord préalable du maître d'ouvrage (rappel : constats visuels à réaliser par le maître d'ouvrage en deux étapes avant et après déconfinement des zones de travail).</p> <p>Le fait générateur sera le constat du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage ou du CSPS.</p>
Absence de levée des réserves dans les 30 jours suivant la réception	Journalière	200,00 €	<p>Le montant sera applicable par réserve non levée ET par jour calendaire de retard après le délai des 30 jours.</p> <p>Le fait générateur / indicateur sera le constat du maître d'œuvre (CR de chantier) OU le constat du maître d'ouvrage.</p>

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Sous-traitance occulte	Forfaitaire	8 000,00 €	La pénalité s'appliquera par sous-traitant intervenant sur le chantier non déclaré et non agréé Et/ou pourra entraîner la résiliation du marché pour faute sans indemnité et aux frais et risques du titulaire. Le fait générateur / indicateur sera le constat du maître d'oeuvre, du maître d'ouvrage ou du CSPS
Sécurité, hygiène et chantier propre 1	Journalière	150,00 €	La pénalité s'appliquera par obligation non respectée et par jour de retard et ce, en cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, au gardiennage, à l'hygiène, à l'organisation et la signalisation générale du chantier qu'elles proviennent du CSPS, des organismes de contrôle ou de la maîtrise d'ouvrage. Le fait générateur / indicateur sera le constat du maître d'œuvre (compte rendu de chantier), du maître d'ouvrage ou du CSPS ou de l'AMOE.
Sécurité, hygiène et chantier propre 2	Journalière	150,00 €	La pénalité s'appliquera par obligation non respectée et par jour de retard, et ce en cas de non-respect des obligations relatives à la protection de la main d'oeuvre et des conditions de travail. Le fait générateur / indicateur sera le constat du maître d'oeuvre (compte rendu de chantier), du maître d'ouvrage ou du CSPS ou de l'AMOE.
Sécurité, hygiène et chantier propre 3	Journalière	150,00 €	La pénalité s'appliquera par obligation non respectée et par jour de retard, et ce en cas de non-respect de la chartre chantier propre et des prescriptions de l'AMOE. Le fait générateur / indicateur sera le constat du maître d'oeuvre (compte rendu de chantier), du maître d'ouvrage ou du CSPS ou de l'AMOE.
Sécurité, hygiène et chantier propre 4	Journalière	150,00 €	La pénalité s'appliquera par obligation non respectée et par jour de retard et ce, pour : - non-respect de l'entretien des voies, des installations de chantier et des abords ; - stockage hors emprise chantier Le fait générateur / indicateur sera le constat du maître d'oeuvre (compte rendu de chantier), du maître d'ouvrage ou du CSPS ou de l'AMOE.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

1. Responsabilité civile

Le titulaire devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile.

Il est précisé que les attestations d'assurance attendues des titulaires sont à déposer sur la plateforme e-attestations.com

En cas de retard dans la transmission des attestations, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies ci-dessus.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

- dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs: 4,5 millions €
- immatériels non consécutifs: 300.000€

L'entrepreneur doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux.

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

En cas de travaux sur existants, ces garanties sont étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

2. Responsabilité civile décennale

Ils auront également souscrit une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil. Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Cette police devra prévoir une garantie à concurrence minimum de la valeur de l'ouvrage, sauf dérogation acceptée expressément par le Maître de l'ouvrage. Dans ce dernier cas, le capital garanti accepté devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux, Élogie se réservant la possibilité de souscrire une police décennale complémentaire pour élever le montant des garanties des entreprises et à leurs frais.

Les intervenants devront être couverts pour les dommages engageant la garantie de Bon Fonctionnement des éléments d'équipements dissociables du bâtiment sur le fondement de l'article 1792-3 du Code Civil ou des principes dont cet article s'inspire, des dommages éventuels découlant après réception des travaux neufs et portant atteinte aux existants et des dommages immatériels consécutifs à ces dommages.

De plus, la garantie devra couvrir la réparation des dommages à l'ouvrage en cours de travaux, découlant d'un effondrement, y compris les frais de déblais.

Les intervenants devront justifier, outre de qualifications professionnelles (Qualibat, Qualifélec, Qualigaz, Qualifanten,..., ou autres qualifications équivalentes), de la couverture effective par leurs assureurs des lots qui leur sont attribués.

En cas de sous-traitance, la garantie des assureurs des sous-traitants devra être accordée en capitalisation pour les dommages ci-dessus définis engageant la responsabilité des constructeurs.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 45 à 49 du CCAG-Travaux.

1. Exécution aux frais et risques

Conformément aux dispositions de l'article 48 du CCAG-Travaux, en cas de mise en demeure restée sans effet, il pourra être fait exécuter, aux frais et risques du titulaire, la poursuite des travaux.

A ce titre, en cas d'absence de levée de réserve au-delà de 60 jours de retard à compter de la réception, le maître d'ouvrage pourra recourir à l'exécution aux frais et risques.

Les précédentes dispositions ne font pas obstacle à l'application des pénalités et à la mise en œuvre de la résiliation définie à l'article 46.3.1 du CCAG-Travaux.

2. Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 46.4 du CCAG-Travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 46.4 du CCAG-Travaux, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,00 %.

3. Résiliation du marché pour faute de l'Entrepreneur

En cas de résiliation pour faute du titulaire, il sera fait application de l'article 46.3 du CCAG-Travaux avec les précisions suivantes :

- L'Entrepreneur n'a droit à aucune indemnisation ;
- La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG travaux, l'Entrepreneur dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

4. Mesures coercitives

Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire solidaire d'un groupement conjoint : Par dérogation et en complément des articles 48.7.2 et 48.7.3 du CCAG-Travaux, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché
 - de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

Par dérogation aux dispositions des articles 13.4.2, 50.3.1 et 50.3.2 du CCAG travaux, En cas de litiges relatifs à l'exécution du présent marché, seul le Tribunal judiciaire est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur.

16 - Clauses complémentaires

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A TRANSMETTRE

Le titulaire unique ou chaque cotraitant s'engage, conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 et D.8254-2 à 5 du code du travail.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches d'envoi des pièces, Elogie-Siemp met à disposition des prestataires une plateforme en ligne E-attestations.com

Ainsi, il sera créé sur la plateforme E-attestations.com un dossier spécifique au titulaire et éventuellement au cotraitant de ce marché

Le titulaire (et le cas échéant le ou les co-traitant(s)) avisé de la création de ce dossier par un courriel d'E-attestations pourra alors déposer les documents attendus sur la plateforme.

Transmission des documents administratifs concernant les sous traitants :

Les sous traitants devront également transmettre impérativement par voie dématérialisée les documents en ligne E-attestations.com

Ainsi, à la réception du dossier de demande de sous-traitance par Elogie-Siemp, il sera créé sur la plateforme E-attestations.com un dossier spécifique au sous-traitant présenté et rattaché à ce marché.

Le sous-traitant avisé de la création de ce dossier par un courriel d'E-attestations pourra alors déposer les documents attendus sur la plateforme.

A échéance de validité de chaque document, le sous-traitant sera informé par courriel d'E-attestations et l'invitera à mettre à jour ses documents.

17 - Dérogations

- L'article 1.1 du [CCAP](#) déroge à l'article 3.1 du C.C.A.G - TRAVAUX
- L'article 2 du [CCAP](#) déroge aux articles 2 , 3.8 et 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 6.1 du [CCAP](#) déroge à l'article 31.3 du CCAG - Travaux
- L'article 9.2 du [CCAP](#) déroge aux articles 13.3.2, 13.4.2 et 15.4.3 du CCAG - Travaux
- L'article 9.5 du [CCAP](#) déroge aux articles 48 et 49.1 du CCAG Travaux.
- L'article 10.5.1 du [CCAP](#) déroge à l'article 31.3 du CCAG - Travaux
- L'article 10.6.3 du [CCAP](#) déroge à l'article 40 du CCAG - Travaux
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 20.4 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du [CCAP](#) déroge aux articles 48.1, 48.7.2 et 48.7.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15 du [CCAP](#) déroge aux articles 13.4.2, 50.3.1 et 50.3.2 du CCAG - Travaux

"Lu et approuvé"

A Bonneuil sur marne, le 15 avril 2019

Nathalie VENET, Présidente de L2V ASCENSEURS